

La police administrative

La notion d'ordre public

Les composantes classiques

- **La tranquillité publique** (exemple : interdiction de tapage nocturne)
- **La sécurité publique** (exemple : interdiction de dépasser les 80km/h sur routes nationales)
- **La salubrité publique** (exemple : enlèvement d'ordures ménagères)



Loi municipale du 5 avril 1884 :

"La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publique."

Les composantes complémentaires

L'esthétisme public :

- **Urbanisme** (compte tenu des coutumes locales, certains matériaux peuvent être interdits : CE, 1938, Usines Renault)
- **Domaine public** (voirie : on peut exiger que les boîtes aux lettres sur les trottoirs soient toutes les mêmes)

La moralité publique :

- CE, 18 décembre 1959, Société des films Lutétia :
le CE approuve un maire ayant interdit la projection sur la commune d'un film qu'il considérait contraire aux bonnes mœurs.



La dignité de la personne humaine :

- CE, 27 octobre 1995, Commune Morsang-sur-Orge : un spectacle de lancer de nain est refusé par un maire car il est considéré comme contraire à la dignité humaine, qui est une composante de l'ordre public.

L'atteinte à la dignité humaine **s'apprécie de manière universelle**, on ne peut pas mettre en avant des circonstances locales : c'est une notion objective.

On peut contraindre un individu à respecter sa propre dignité ! (Dans l'affaire du lancer de nain, le nain lui-même était consentant).

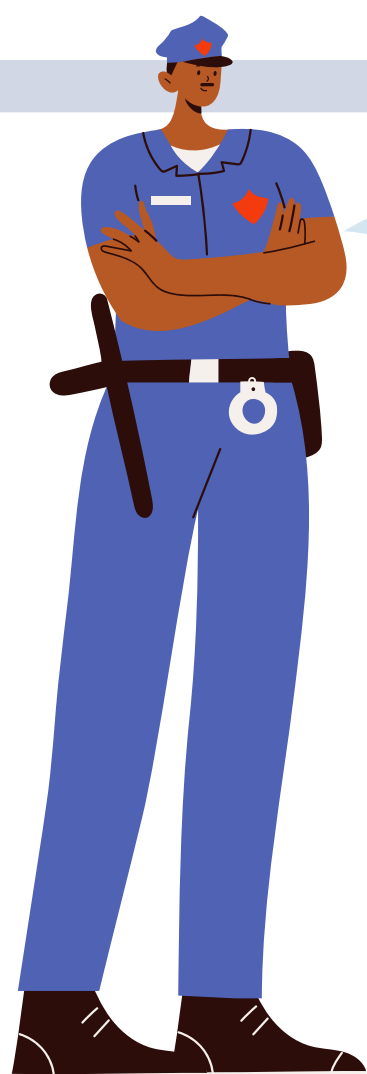
La notion de police administrative

Distinction entre police administrative et police judiciaire :

Distinction établie par :

CE, 11 mai 1951, Beaud : la police administrative et judiciaire n'ont pas la même finalité :

- **Police administrative** : **prévention des atteintes à l'ordre public** (intervient en amont afin d'éviter les troubles à l'ordre public).
- **Police judiciaire** : **but répressif** (intervient en aval afin de sanctionner les troubles à l'ordre public).



- Agents qui font une ronde dans une rue : opération de prévention donc **police administrative**.

- Agent qui verbalise un véhicule mal garé : opération de répression donc **police judiciaire**.

• *Distinction entre police administrative* •
• *générale et police administrative spéciale* •

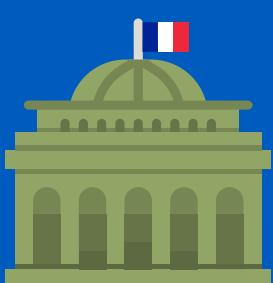
Police générale : son régime est fixé par la jurisprudence. Son champ d'application consiste à traiter de tout potentiel trouble à l'ordre public (portée plus large que celle de la police administrative spéciale).

Police spéciale : son régime est fixé par des textes normatifs dans lesquels sont visées les autorités disposant de ce pouvoir de police spéciale. Vise la sauvegarde d'un élément précis de l'ordre public (ex : tranquillité publique) ou bien un élément spécial (ex : police du cinéma).



Les autorités titulaires des pouvoirs de police administrative

• A l'échelon national •



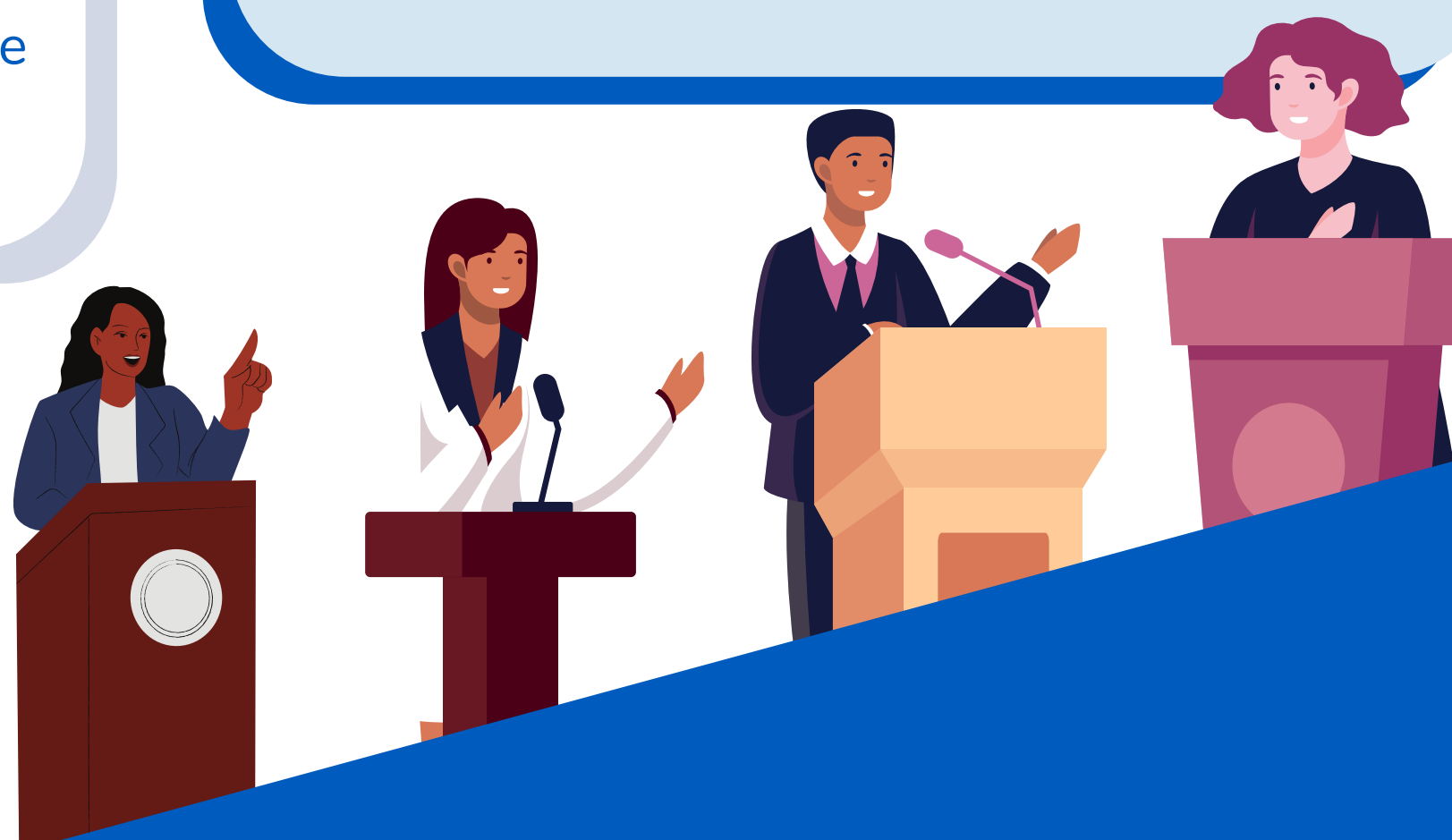
- **Président de la République (CE, 1919, Labonne)** : il peut prendre des mesures de police administrative générale grâce à l'art. 16 de la Constitution.
- **Le Premier ministre** : titulaire du pouvoir de police administrative depuis **CE, 1978, Association "Comité pour léguer l'esprit de la Résistance"**. Mais les ministres ne disposent pas de pouvoir de police administrative générale.

Les autorités de police administrative générale



• A l'échelon local •

- **Le préfet** peut prendre des mesures de police administrative dans son département.
- **Le président du conseil général** dispose également d'un pouvoir réglementaire en matière de police générale au niveau départemental.
- **Le maire** possède un pouvoir de police général à l'échelon communal.



Les autorités de police administrative spéciale

Désignées par la **norme qui prévoit l'usage et les limites de la police administrative générale**.
Exemple : le ministre de la Culture dispose de la police administrative spéciale du cinéma.



Les concours de police

Exercice concurrent du pouvoir de police.

- Concours des polices générales : l'autorité inférieure ne peut qu'aggraver les mesures prises par les autorités supérieures (**CE, 1902, Cme de Nérès-les bains**).
- En cas de concours entre police générale et police spéciale : la police générale ne peut qu'aggraver la mesure de police spéciale (**CE, 1959, Sté les films Lutétia**).



Les mesures de police

Les règles de fond et de forme

Les mesures de police sont toujours des actes **administratifs unilatéraux**. Elles doivent donc respecter les règles de toute décision administrative. Elles ont l'**obligation d'être motivées** en raison de leur potentialité liberticide.



Le contrôle de proportionnalité des mesures de police administrative

Les atteintes aux libertés que constitue une mesure de police doivent être proportionnées à la **sauvegarde de l'ordre public**. Le juge doit procéder à un **test de proportionnalité**. Il vérifie que la mesure de police est bien **nécessaire, adaptée et proportionnée** (CE, 1933, Benjamin).



L'état d'urgence et l'état de siège

L'état d'urgence

Habite le préfet à prendre des mesures de police plus étendues. (ex : restreindre la circulation des personnes et des véhicules, interdire des cortèges...).

L'état de siège

Loi de 1849, constitutionnalisée à l'**article 36**. Entraîne le transfert de l'autorité civile à l'autorité militaire.

